

Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008

L'année 2008 a été marquée à Mayotte par l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier du principe de l'identité législative, qui rend applicables les dispositions législatives et réglementaires nationales du droit commun, à l'exception de six domaines (impôts, droits et taxes, protection et action sociales, urbanisme, logement, droit du travail).

Par ailleurs, une résolution du Conseil général sur la départementalisation de Mayotte a été adoptée à l'unanimité le 18 avril 2008, lançant les démarches de la consultation. Le 29 mars 2009, les Mahorais seront appelés à répondre par « oui » ou « non » à la question : « *Approuvez-vous la transformation de Mayotte en une collectivité unique appelée « Département », régie par l'article 73 de la Constitution, exerçant les compétences dévolues aux départements et aux régions d'outre-mer ?* ».

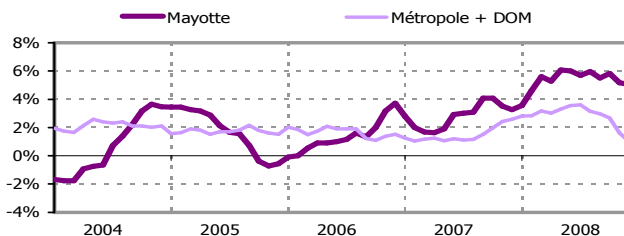
Enfin, le 13^e Contrat de projet État-Mayotte (2008-2014) a été signé fin mars 2008, prévoyant une enveloppe de 550 millions d'euros (dont 60 % apportés par l'État et 40 % par le Conseil général) pour divers projets de développement de la Collectivité (aménagement du territoire, développement durable, développement économique, emploi...).

Ces trois événements sont révélateurs des bouleversements – économiques, institutionnels, politiques... – qui s'annoncent et touchent déjà la Collectivité de Mayotte.

L'activité économique a poursuivi sa croissance en 2008, tant au niveau de la consommation des ménages que de l'investissement des entreprises. Toutefois certains indicateurs ont marqué un net ralentissement au cours du dernier trimestre (importations de biens de consommation, ventes de véhicules neufs...) et les entrepreneurs locaux commencent à manifester des inquiétudes quant à l'activité des prochains mois. Néanmoins, au plan financier, les dernières données bancaires disponibles ne révèlent pour l'instant aucun signe de recul de la distribution des crédits par le système bancaire local, qui continue donc d'accompagner le développement économique de la Collectivité.

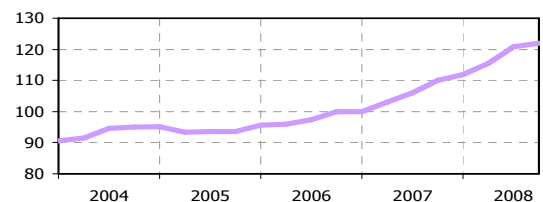
1- Forte accélération de l'inflation

Variations de l'indice des prix à la consommation, en glissement annuel



Source : INSEE

Évolution des prix du poste "produits alimentaires et boisson"



Source : INSEE. Base 100 : décembre 2006

D'après les statistiques établies par l'antenne INSEE de Mayotte, entre décembre 2007 et décembre 2008 l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 5 % à Mayotte, contre 1 % dans la zone « métropole + DOM ». Les prix du poste « produits alimentaires et boissons » affichent la progression la plus importante (+ 10,9 %), avec notamment des hausses de 24 % et 16 % sur les « produits frais » et les « viandes et volailles ». Les postes « énergie » et « services aux ménages » évoluent respectivement de + 7,1 % et + 4,4 %. Seuls les « produits manufacturés » voient leurs prix se stabiliser en 2008. L'inflation s'est accélérée au cours des 3 premiers trimestres puis a légèrement ralenti sur les derniers mois de l'année, les prix ayant en effet évolué de + 0,7 % entre septembre et décembre 2008, contre + 1,5 % au 3^e trimestre.

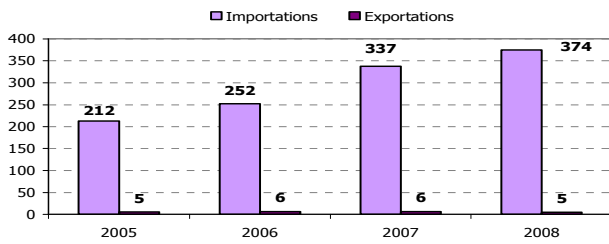
2- Commerce extérieur : une balance commerciale toujours très déséquilibrée

Selon la Direction régionale des Douanes de Mayotte, Mayotte a importé plus de 374 millions d'euros de marchandises (hors hydrocarbures) sur l'ensemble de l'année 2008, soit une hausse de 11 % par rapport à l'année 2007. À l'inverse les exportations, qui avoisinent les 4,6 millions d'euros, ont enregistré une baisse de 28 % par rapport à 2007. Après un 3^e trimestre 2008 particulièrement dynamique, les importations ont marqué le pas au 4^e trimestre, affichant une baisse en valeur de 19,5 % par rapport au trimestre précédent et de 7,2 % en glissement annuel. De même, les exportations ont fléchi au cours du dernier trimestre (- 29,7 % par rapport au 3^e trimestre 2008 et - 2 % par rapport au 4^e trimestre 2007). Le taux de couverture des importations par les exportations n'évolue guère significativement cette année, demeurant à un niveau dérisoire (1,2 %).

Les exportations sont largement composées de réexportations (véhicules d'occasion, meubles dans le cadre de déménagement...), les exportations de produits locaux demeurant très modestes. Selon les statistiques douanières, environ 7 tonnes d'essence d'ylang-ylang ont été exportées en 2008 (contre environ 8 tonnes en 2007), pour une valeur déclarée de 610 000 euros (en hausse de 3,3 % compte tenu du redressement du cours de l'essence d'ylang-ylang). Sur la même période, environ 95 tonnes de

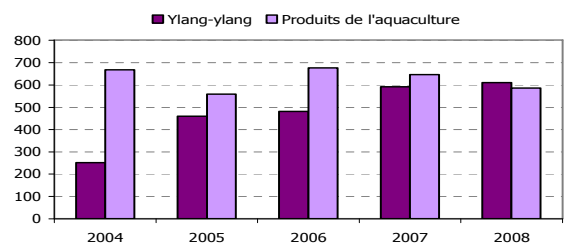
poissons d'élevage ont été exportées, pour une valeur totale de près de 590 milliers d'euros (en baisse de 9 % par rapport à 2007).

Évolution des échanges extérieurs, hors produits pétroliers, en millions d'euros



Source : Direction régionale des Douanes de Mayotte

Exportations agricoles, en milliers d'euros



Source : Direction régionale des Douanes de Mayotte

3- Dynamisme de la consommation des ménages mais ralentissement perceptible en fin d'année

La consommation des ménages s'est, une fois de plus, révélée dynamique au cours de l'année 2008, portée par une hausse significative du SMIG (+ 12,3 % en juillet 2008 après + 17,0 % en juillet 2007) et par un recours accru aux crédits à la consommation (+ 23 % sur un an à fin septembre 2008). Ainsi, les importations de produits alimentaires et de biens d'équipement ménager réalisées en 2008 augmentent respectivement de 12 % et 8 % en valeur. Les ventes cumulées de véhicules de tourisme ont progressé de 2,4 % (1 320 unités vendues contre 1 289 l'année précédente).

| Variations annuelles | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|-------|-------|-------|-------|--------|
| Importations de produits alimentaires (en valeur) | -1,5% | 15,0% | 5,8% | 24,1% | 11,9% |
| Importations de biens d'équipement (en valeur) | 7,2% | -5,2% | 18,5% | 14,6% | 8,5% |
| Ventes de véhicules particuliers (en nombre) | -3,8% | 4,9% | 13,2% | 21,6% | 2,4% |
| Crédits à la consommation (variation de l'encours) | 30,0% | 15,2% | 8,7% | 29,8% | 22,6%* |
| Consommation électrique (en MWh) | 12,2% | 13,5% | 6,2% | 12,9% | 12,9% |
| Crédits à l'habitat (variation de l'encours) | 26,1% | 25,3% | 20,2% | 28,7% | 35,3%* |
| Indice des prix à la consommation | 3,5% | -0,5% | 3,7% | 3,3% | 5,0% |
| SMIG (brut) | 2,8% | 7,1% | 20,1% | 17,0% | 12,3% |

*données au 30 septembre 2008

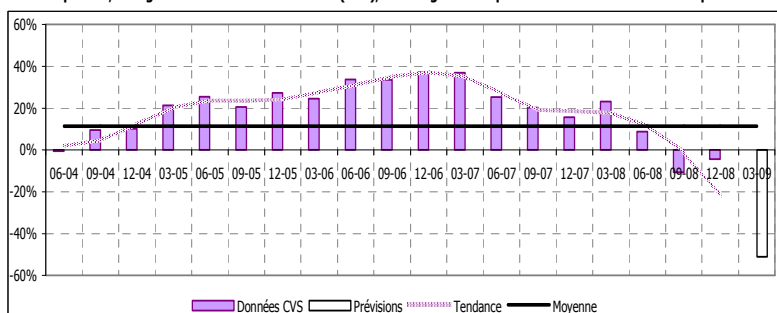
Source : Direction régionale des Douanes, Soréfi, IEDOM, INSEE

Toutefois, un net ralentissement apparaît en fin d'année, les importations de biens de consommation diminuant sur la période. Ainsi, entre le 3^e et le 4^e trimestre 2008, les importations de produits alimentaires, de produits textiles et de biens d'équipement ménager baissent respectivement de 13 %, 36 % et 44 % en valeur, même si le 3^e trimestre 2008 avait été particulièrement dynamique (avec les festivités du Ramadan en septembre). Les importations de ces mêmes produits au 4^e trimestre de 2008 sont aussi en baisse par rapport au même trimestre de 2007 (respectivement - 6 %, - 17 %, - 41 %).

Les ventes de véhicules de tourisme accusent également, pour le 2^e trimestre consécutif, un net ralentissement (- 5,7 % par rapport au 3^e trimestre 2008 et - 13,8 % en glissement annuel).

4- Activité et investissement des entreprises au second semestre

Solde d'opinions, corrigé des variations saisonnières (CVS), des dirigeants enquêtés sur l'activité de leur entreprise



Source : Enquête de conjoncture trimestrielle menée par l'IEDOM auprès d'un échantillon de plus de 70 entreprises de tous secteurs

Après un premier semestre 2008 jugé dynamique quant au courant d'affaires, les entrepreneurs interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture IEDOM font état, pour la première fois depuis 2004, d'une baisse de l'activité sur les deux derniers trimestres de l'année 2008, accompagnée par une réduction des effectifs employés. La dégradation des situations de trésorerie constatée par l'ensemble des entrepreneurs s'expliquerait par un alourdissement des charges d'exploitation, une réduction des prix de vente mais surtout par un allongement continu des délais de paiement des clients, problème désormais récurrent et majeur dans la Collectivité.

Autre inquiétude, les carnets de commandes dans les secteurs des services marchands et de la construction se désemplissent et tardent à se renouveler. Les stocks (de matières premières et de produits finis) sont jugés légèrement en-deçà de leurs niveaux habituels.

En ce qui concerne l'investissement, les importations de biens d'équipement professionnel atteignent plus de 24,4 millions d'euros, en hausse de 12 % par rapport à 2007. Cette forte augmentation est à mettre en relation avec la hausse des encours de crédits d'équipement consentis aux entreprises par les banques (+ 41 % sur un an à fin septembre 2008). Ce mouvement s'infléchit en fin d'année : les statistiques douanières font état d'une diminution des importations de biens d'équipement professionnel au 4^e trimestre, que ce soit par rapport au 3^e trimestre 2008 (- 22 %) ou en glissement annuel (- 8 %).

| Variations annuelles | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|-------|-------|-------|-------|--------|
| Importations de biens d'équipement professionnel (en valeur) | 4,7% | 0,1% | 50,1% | 34,7% | 11,7% |
| Crédits d'exploitation (variation de l'encours) | 20,3% | 11,7% | 24,8% | 34,7% | 47,7%* |
| Crédits d'équipement (variation de l'encours) | -2,5% | 7,2% | 11,3% | 32,4% | 40,8%* |

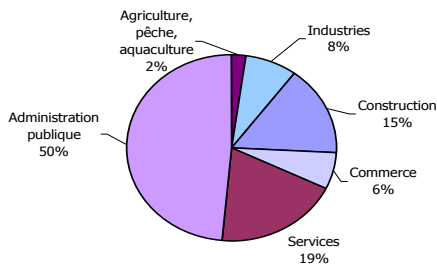
*données au 30 septembre 2008

Source : Direction régionale des Douanes, IEDOM

D'une manière générale, les anticipations des entrepreneurs pour les résultats du 1^{er} trimestre 2009 sont plutôt pessimistes, qu'il s'agisse de l'activité, de la trésorerie ou de l'emploi. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant d'entendre les chefs d'entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, vouloir limiter leurs investissements au cours des prochains mois.

5- Des offres d'emploi en hausse

Répartition par secteur d'activité des 3 776 offres d'emploi enregistrées par l'ANPE - Pôle Emploi en 2008



Source : ANPE - Pôle Emploi

Après avoir procédé à un travail de refonte de sa base, l'ANPE-Pôle Emploi, présente à Mayotte depuis 2006, recensait 5 505 demandeurs d'emploi au 1^{er} janvier 2009. Ce chiffre devrait rapidement progresser car l'ANPE-Pôle Emploi envisage de lancer une campagne de sensibilisation pour inciter les personnes à la recherche d'emploi à s'inscrire. Par ailleurs, la notion de demandeur d'emploi à Mayotte doit être appréhendée avec précaution, compte tenu de l'absence ou la faiblesse de certaines indemnités.

Tout au long de l'année 2008, plus de 3 770 offres d'emploi ont été enregistrées par les services de l'ANPE (+ 6 % par rapport à 2007), la moitié provenant de l'administration publique, puis des secteurs des services (19 % des offres) et de la construction (15 %).

6- Une plus grande vulnérabilité financière des entreprises

En 2008, les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages n'ont pas connu de dégradation particulière. Au 30 septembre 2008, le portefeuille de crédits des établissements de crédit locaux sur les ménages demeurait ainsi relativement sain. Au 31 décembre 2008, le Fichier Central des Chèques de la Banque de France recensait un stock de 1 473 personnes physiques en interdiction bancaire à Mayotte, en hausse de 5,1 % en glissement annuel.

Évolution des incidents de paiement sur effets commis par les entreprises mahoraises

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2008/2007 | 2008/2006 |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|------------|-------------|
| En milliers d'euros | 1 785 | 1 859 | 3 595 | 93% | 101% |
| - Contestations de créances | 274 | 390 | 706 | 81% | 158% |
| - Incapacités de paiement | 1 511 | 1 469 | 2 889 | 97% | 91% |
| Nombre | 123 | 170 | 186 | 9% | 51% |

Source : IEDOM

Le constat est plus nuancé pour les entreprises. Les incidents de paiement sur effets de commerce de entreprises mahoraises déclarés auprès de la Banque de France au cours de l'année 2008 ont atteint près de 3,6 millions d'euros, soit près du double des montants déclarés en

2007. Si les déclarations de contestations de créances (pour date d'échéance contestée, créance déjà réglée...) affichent un recul au dernier trimestre 2008, **les incapacités de paiement déclarées (pour provision insuffisante) augmentent significativement** par rapport au dernier trimestre de 2007 (+ 145 %). **C'est dans le secteur de la construction que la dégradation a été la plus marquée au dernier trimestre (+ 22 %),** suivi du commerce (+ 13 %).

7- Une distribution de crédits dynamique

Au 30 septembre 2008, **l'encours global des actifs financiers recensés** à Mayotte atteint presque 300 millions d'euros, en hausse de 4,1 % en glissement annuel (contre - 5,6 % l'année précédente). Cette augmentation est imputable aux actifs détenus par les ménages d'une part (+ 9,9 %) et par les sociétés d'autre part (+3,1 %). Ces actifs financiers sont composés à 49,7 % de dépôts à vue, à 36,7 % de placements liquides ou à court terme et à 13,6 % d'épargne à long terme. Fin septembre 2008, les dépôts à vue progressent de 6,2% sur un an, atteignant 147 millions d'euros ; les placements liquides ou à court terme¹ s'établissent à près de 109 millions d'euros, enregistrant une légère augmentation sur les douze derniers mois (+ 1,3 %, soit un gain de 1,4 million en un an) ; l'encours d'épargne à long terme s'élève à 40,4 millions d'euros, en hausse de 4,6 % sur un an (soit 1,8 million d'euros supplémentaires).

L'encours global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 452,5 millions d'euros (+ 30,7 % en glissement annuel, après + 23,3 % l'année précédente). L'encours sain de crédits consentis par les ECIL progresse au même rythme que l'encours total, le taux de créances douteuses brutes restant stable sur un an à 4,3 %, soit un niveau relativement modéré. Les entreprises, qui représentent 46 % du total de l'encours, sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. Leurs encours totaux se sont accrus de 28,7 % en un an, pour atteindre environ

¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

| Montants, en millions d'euros | sept. 2004 | sept. 2005 | sept. 2006 | sept. 2007 | sept. 2008 | 2008/2007 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Actifs financiers de la clientèle non financière | | | | | | |
| Actifs financiers détenus par les sociétés | 58,8 | 64,8 | 105,6 | 70,5 | 72,72 | 3,1% |
| Actifs financiers détenus par les ménages | 78,0 | 93,2 | 110,0 | 132,8 | 145,9 | 9,9% |
| Actifs financiers détenus par les autres agents | 100,5 | 101,0 | 86,4 | 81,7 | 78,1 | -4,3% |
| Total des actifs financiers | 237,3 | 259,0 | 302,0 | 285,0 | 296,8 | 4,1% |
| Dépôts à vue | 126,9 | 89,3 | 108,7 | 138,8 | 147,4 | 6,2% |
| Placements liquides ou à court terme | 89,7 | 120,8 | 155,8 | 107,5 | 108,9 | 1,3% |
| Épargne à long terme | 20,6 | 48,9 | 37,5 | 38,7 | 40,4 | 4,6% |
| Concours consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) | | | | | | |
| Entreprises | 89,2 | 110,0 | 119,8 | 162,17 | 208,7 | 28,7% |
| Ménages | 83,2 | 108,7 | 125,6 | 153,6 | 196,6 | 28,0% |
| Collectivités locales | 2,2 | 19,4 | 17,5 | 9,9 | 21,8 | 120,2% |
| Autres agents et CCB non ventilés | 5,9 | 5,3 | 6,3 | 5,6 | 5,9 | 5,4% |
| Total concours sains | 180,5 | 243,4 | 269,2 | 331,3 | 433,0 | 30,7% |
| Créances douteuses brutes | 9,5 | 11,4 | 11,4 | 14,8 | 19,4 | 30,8% |
| Créances douteuses nettes | 4,9 | 5,2 | 5,4 | 8,5 | 12,1 | 43,1% |
| - dont entreprises | 3,2 | 2,2 | 3,4 | 5,5 | 8,4 | 52,2% |
| - dont ménages | 1,7 | 2,9 | 2,0 | 2,8 | 3,5 | 24,1% |
| Total concours brut | 190,1 | 254,8 | 280,6 | 346,1 | 452,5 | 30,7% |
| Taux de créances douteuses brutes | 5,0% | 4,5% | 4,1% | 4,3% | 4,3% | 0,1% |

Source : IEDOM

209 millions d'euros. Les ménages, qui constituent les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit locaux (44 % du total), disposent d'un encours de crédits d'environ millions d'euros à fin septembre 2008, en hausse de 28 % sur un an (soit 43 millions d'euros supplémentaires).

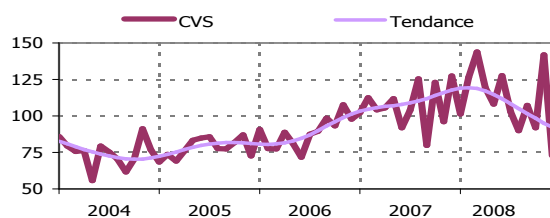
La distribution de crédits par les banques locales n'a pas connu de ralentissement au cours du 3^e trimestre 2008, période où les premiers signes de crise financière internationale ont été réellement perceptibles. Au contraire, les encours ont continué de croître fortement à Mayotte (+ 11 %), et ce pour l'ensemble des agents économiques. Les banques de la place continuent donc de jouer leur rôle de financement de l'économie mahoraise.

8- Indicateurs sectoriels

Dans le secteur de la **construction**, les chefs d'entreprises s'inquiètent de l'absence ou du retard des gros projets de chantiers publics, notamment dans les travaux d'infrastructures, alors que les besoins à Mayotte sont encore nombreux (assainissement, réfection des voiries...). Des craintes pèsent également sur la commande privée, même si elle impacte relativement peu l'activité globale du secteur (20 % environ). L'incertitude sur les futurs programmes de défiscalisation liée au projet de Loi pour le développement économique de l'outre-mer et, surtout, le contexte actuel de crise internationale freinent en effet les promoteurs immobiliers.

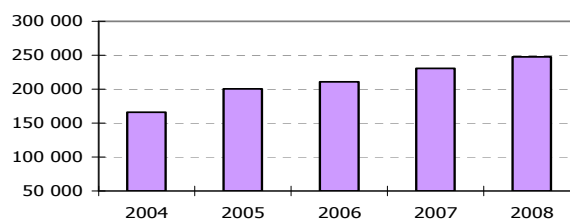
Selon les professionnels du **commerce** participant à l'enquête de conjoncture, les ventes des trois premiers trimestres 2008 ont été dynamiques pour l'ensemble de la distribution (détail, gros, automobile). Un ralentissement a ensuite été observé au cours des derniers mois de l'année, et notamment dans le secteur automobile (- 15 % de véhicules neufs vendus entre le 4^e trimestre 2007 et le 4^e trimestre 2008). S'agissant du commerce de détail, les petites épiceries (« *doukas* ») et les revendeurs des marchés ont connu d'importantes difficultés pour se conformer au Code de la consommation, désormais applicable, qui impose notamment des critères de transparence et de traçabilité.

Ventes mensuelles de véhicules particuliers
(Données corrigées des variations saisonnières)



Source : SOREFI

Évolution du nombre de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi-Pamandzi



Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Dans ce panorama sectoriel plutôt morose, seuls **l'industrie agro-alimentaire** et le **tourisme** affichent des résultats globalement satisfaisants. Ainsi, pour ce dernier secteur, la fréquentation de l'aéroport de Dzaoudzi (hors transit) en 2008 s'est accrue de 7,5 % par rapport à 2007 (247 620 passagers). Cependant, le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) élaboré en 2004 par le Conseil général n'a toujours pas été définitivement validé par le Conseil d'Etat, bloquant certains projets touristiques.

CONCLUSION

Après trois premiers trimestres favorables, le 4^e trimestre 2008 est indéniablement marqué par plusieurs signes d'essoufflement (baisse des importations de biens d'équipement et de consommation...etc.). Il faut néanmoins rester prudent quant à l'interprétation de ces données : en effet, la consommation à Mayotte a été particulièrement dynamique au cours des trimestres précédents et il pourrait ne s'agir que d'un retour à des niveaux plus habituels. De plus, les données cumulées sur l'année 2008 montrent une progression de la consommation et des investissements par rapport à 2007. Enfin, les statistiques bancaires disponibles à ce jour (30 septembre 2008) ne témoignent d'aucun ralentissement en matière de distribution des crédits à Mayotte. Les données économiques et financières des prochains mois seront donc particulièrement instructives, pour confirmer ou infirmer le ralentissement observé au dernier trimestre 2008.